



Un an après le début de la Grande Marche du Retour, mobilisons-nous ! Exigeons la levée immédiate du blocus criminel de Gaza, territoire palestinien assiégé depuis 12 ans par l'Etat colonial israélien !



Gaza est un étroit territoire palestinien de 365 km², entre la mer Méditerranée, l'Etat colonial israélien et l'Égypte. 2 millions d'habitants y vivent enfermés sous blocus israélien terrestre, aérien et maritime depuis 2007. **Jamais dans l'histoire** on n'a vu une population aussi nombreuse enfermée, bombardée, martyrisée sur une aussi longue période. C'est une expérimentation inhumaine que l'État d'Israël conduit, avec la complicité de l'Union Européenne, des gouvernements occidentaux, et en particulier de la France.

*Le 30 mars 2018, à l'occasion de la journée de la Terre en Palestine (journée de protestation contre le vol des terres palestiniennes par Israël), commençaient les « **Grandes Marches du Retour** » à Gaza, **grande mobilisation populaire pour le droit des Palestiniens à retourner sur leurs terres et pour la levée du blocus**. Ces **manifestations pacifiques se tiennent depuis un an chaque vendredi** le long des grillages de cette prison à ciel ouvert ; elles ont donné lieu à une répression israélienne meurtrière : plus de 270 morts, dont 51 enfants, plus de 30 000 blessés palestiniens à ce jour.*

Selon la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, cette répression « peut constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité ».

Ce 30 mars 2019, mobilisons-nous avec la population de Gaza qui manifeste massivement pour réclamer la levée de ce blocus illégal, pour l'arrêt de la colonisation, de l'occupation militaire et pour le droit au retour sur leur terre dont les Palestiniens sont chassés depuis 1947.

Le blocus de Gaza constitue une punition collective, interdite par la 4ème Convention de Genève, un crime de guerre selon le droit international ! La France continue de « condamner » le blocus et demande sa levée. ASSEZ DE PAROLES, NOUS VOULONS DES ACTES !!

Soyons toujours plus nombreux à répondre à l'appel du peuple palestinien au B.D.S. BOYCOTT DESINVESTISSEMENT SANCTIONS contre Israël tant que cet Etat d'apartheid ne respectera pas le droit international.

